

## **COM'ENS : COMMUNIQUER ENSEMBLE**

### **Bilan d'action du « Dépistage et suivi des enfants à risques de difficultés scolaires dès 3 ans 10 mois »**

**Equipe ARREO**  
**Institut d'Orthophonie de Lille**  
**D. CRUNELLE<sup>1</sup>, A. DUBUS<sup>2</sup>, M-C. DUBUS<sup>3</sup> M-P. LEMOINE<sup>4</sup>**  
**P. LESAGE<sup>5</sup>, G. LICOUR<sup>6</sup>**

Depuis plusieurs années, l'équipe de recherche ARREO (Association Régionale pour la Recherche En Orthophonie) s'est mobilisée dans diverses démarches de prévention de l'illettrisme, s'inscrivant ainsi dans une action régionale de l'URCAM sur la région Nord-Pas-de-Calais.

Ces actions sont proposées à tout âge de la vie, des structures de Petite Enfance aux lycées professionnels.

Celle que nous présentons ici concerne un partenariat mis en place entre orthophonistes, enseignants de maternelle et médecins scolaires. Elle vise à repérer précocement les enfants en difficulté langagière, à orienter ceux qui en relèvent vers les bilans et rééducations utiles et à apporter, à l'école, à tout enfant repéré pour sa « fragilité » ou ses réelles difficultés des stimulations langagières ciblées. Les professionnels s'engagent dans une formation commune, interactive, à la fois théorique et pratique et essaient d'impliquer les parents dans les activités proposées à l'école.

Nos résultats sont encourageants et nous incitent à maintenir notre mobilisation pour développer de vrais partenariats entre les professionnels de l'Education et ceux du soin.

Nous tenons ici à remercier tous les professionnels et les organismes qui se sont impliqués dans cette action. Ils nous ont permis de la mener à bien et de la financer par l'intermédiaire du PRSP du Nord-Pas-de-Calais et des dispositifs de réussite éducative.

---

<sup>1</sup> CRUNELLE D., Orthophoniste et Docteur en Sciences de l'Education - Equipe Theodile EA 1764 – Présidente de l'ARREO

<sup>2</sup> DUBUS A., Maître de Conférences - UFR des Sciences de l'Education Lille 3 - Equipe Theodile EA 1764

<sup>3</sup> DUBUS M-C., Orthophoniste, Responsable de formation Com'Ens

<sup>4</sup> LEMOINE M-P., Orthophoniste, Responsable de formation Com'Ens

<sup>5</sup> LESAGE P., Orthophoniste, Coordinatrice Com'Ens

<sup>6</sup> LICOUR G. Inspecteur de l'Education Nationale, Académie de Lille

## Sommaire

<b>1/ Evaluation quantitative</b>	page 3
1.1 Quelques chiffres	page 3
1.2 Historique de la démarche	page 4
1.2.1 Population	page 4
1.2.2 Evaluation en fin de grande section de maternelle	page 4
1.2.3 Evaluation au CE2 : épreuves d'évaluation nationales en français et en mathématiques	page 6
<b>2/ Evaluation qualitative : comment Com'ens vit-il au travers de ses différents acteurs ?</b>	page 7
2.1 Motivation et implication des équipes	page 7
2.2 Témoignage des enseignants	page 8
2.3 Implication des parents	page 9
<b>3/ ECLA : outil d'Evaluation des Compétences Langagières des enfants de la moyenne à la grande section de maternelle</b>	page 10
3.1 Modalités actuelles de repérage	page 10
3.2 Modalités actuelles de dépistage	page 10
3.3 Demande des partenaires	page 11
3.4 Présentation générale	page 11
3.5 Etalonnage	page 13
<b>4/ Projet de base de données</b>	page 13
4.1 Objectifs de la constitution de la base de données	page 13
4.2 Contenu de la base de données	page 14
4.3 Cycle de vie de la base de données	page 14
4.4 Personnel impliqué dans la collecte, la gestion et le traitement des données	page 14



# 1. EVALUATION QUANTITATIVE

## 1.1 QUELQUES CHIFFRES

L'action Com'Ens a été initiée dans la circonscription de Lille2-Lomme il y a 5 ans. En 2004, elle a été proposée à un premier groupe de six circonscriptions du Nord puis s'est étendue sur le département.

Aujourd'hui, notre action concerne :

- 20 circonscriptions
- 71 écoles
- 85 groupes en moyenne section de maternelle soit 536 élèves
- 49 groupes en grande section de maternelle soit 314 élèves
- 8 groupes en CP soit 56 élèves

Depuis deux ans, l'action cible spécifiquement les zones dites sensibles couvertes par le plan de cohésion sociale.

906 élèves bénéficient d'ateliers de stimulation langagière, ce nombre étant amené à augmenter chaque année par extension de l'action dans d'autres écoles.

Environ 3000 élèves font partie des classes dans lesquelles des ateliers de stimulation langagière sont menés et bénéficient donc des séances de restitution et des modifications de comportement pédagogique des enseignants.

Com'ens a déjà impliqué :

307 professionnels formés, dont :

- 57 enseignants et 10 directeurs d'école
- 79 enseignants spécialisés et 23 psychologues scolaires (RASED)
- 21 conseillers pédagogiques
- 19 médecins EN ou PMI
- 50 orthophonistes
- 48 autres (infirmières de PMI, professionnels de la petite enfance...)

En 2006-2007, Com'Ens a concerné :

- 152 enseignants impliqués dont 57 formés
- 76 membres du RASED dont 87 formés
- 44 orthophonistes dont 50 formées

Sur l'ensemble des partenaires formés initialement, certains ne font plus partie du projet en raison de mutations, de départs en retraite ou d'arrêt de l'action.

## **1.2 HISTORIQUE DE LA DEMARCHE**

### **1.2.1 Population**

En septembre 2001, 258 enfants en début de moyenne section de maternelle répartis sur 8 écoles de zones sensibles du Nord-Pas-de-Calais sont évalués par des orthophonistes à l'aide du PER 2000.

Quatre groupes sont constitués :

- groupe 1 : enfants qui présentent un développement harmonieux
- groupe 1' : enfants qui présentent des troubles instrumentaux isolés
- groupe 2 : enfants repérés à risque de difficultés
- groupe 3 : enfants porteurs de troubles avérés nécessitant une prise en charge extérieure

L'action Com'Ens concerne les enfants des groupes 2 et 3.

Parallèlement, une population de 265 enfants, non concernés par l'action Com'Ens, bénéficie d'une étude menée par l'UNADREO, Association Nationale de Recherche En Orthophonie. Nous utilisons donc les résultats de cette étude pour mesurer l'impact du suivi Com'Ens.

### **1.2.2 Evaluation en fin de grande section de maternelle (mai 2003)**

Un nouveau PER 2000 est proposé. Ses résultats sont comparés à ceux obtenus en début de moyenne section de maternelle et à ceux de la population UNADREO. Les grandes lignes de cette évaluation, déjà présentées dans le « bilan d'action du dépistage et suivi des enfants à risques de difficultés scolaires dès 3 ans 10 mois », sont rappelées ici.

#### Evolution de la morphosyntaxe

Dans les écoles où les ateliers de stimulations langagière ont été proposés

- Sur le plan de l'utilisation de phrases, les enfants des groupes G2 et G3 progressent davantage entre la moyenne et la grande section de maternelle que les groupes G1 et G1'.
- Les enfants non suivis mais appartenant à la population PRS, donc inclus dans les classes dont les enseignants sont inscrits dans la démarche de partenariat, progressent plus que les enfants de la cohorte UNADREO qui n'ont bénéficié que d'un dépistage et d'indications de bilans complémentaires quand cela était nécessaire.  
Ceci pourrait être un effet de la pédagogie différenciée avec une modification des démarches pédagogiques des enseignants et des bénéfices pour tous des séances de restitution.
- Les enfants suivis ont d'autant plus progressé qu'ils participaient régulièrement aux séances.

### Utilisation de phrases simples

Il s'agit de phrases de type sujet-verbe telles que « *le chat mange* ».

- Au premier test (début de moyenne section de maternelle), les différences sont très significatives entre les groupes G1/G1' et les groupes G2/G3.
- Au deuxième test (fin de grande section de maternelle), même si la population G1/G1' des écoles avec un suivi obtient encore des scores significativement supérieurs à tous les autres enfants, on peut cependant faire les remarques qui suivent quant à l'utilisation des autres types de phrases.

### Utilisation de phrases avec expansion

Il s'agit de phrases telles que « *le chat mange des cerises* ».

- Au premier test, il existe une opposition simple entre les groupes G1 et G1' et les autres groupes.
- Au deuxième test la différenciation existe encore mais elle est moins significative

### Utilisation de phrases avec monèmes fonctionnels et avec 2 types d'expansion

Il s'agit de phrases telles que « *le chat monte dans l'arbre* » et « *le chat mange des cerises sous la table* ».

- Au 1<sup>er</sup> test il existe toujours la même différenciation, les G1 et G1' des deux populations étant significativement supérieurs aux groupes G2 et G3. De plus, on constate que le groupe G3 de la population suivie est particulièrement faible sur cette variable linguistique (phrases contenant des prépositions).
- Au deuxième test, la différenciation reste la même entre les G1 et G1' d'un côté et les G2 et G3 de l'autre ; par contre, les enfants du G3 suivis en classe ne se détachent plus des autres groupes, ils ont rattrapé une partie de leur retard.

### Compréhension

- Au premier test le groupe G2 de la cohorte UNADREO a des performances très proches de celles du groupe G1, par contre, le groupe le plus faible est le groupe G3 de la population suivie.
- Au deuxième test, on constate que les groupes G1 et G1', tant de la population suivie que de la population UNADREO, sont nettement supérieurs, et le groupe G3 de la population PRS est rejoint par le groupe G2 de la cohorte UNADREO dans les scores les plus faibles.

### **1.2.3 Evaluation au CE2 : épreuves d'évaluation nationales en français et en mathématiques.**

#### Parcours scolaire des enfants

Au début de l'année scolaire 2005-2006, ceux de ces élèves qui, conformément à leur âge, sont parvenus en CE2 ont passé les épreuves des évaluations nationales en Français et en Mathématiques. Nous avons recherché les 161 enfants scolarisés, dans les écoles qui avaient organisé des ateliers de stimulation langagière sur le département du Nord, dont 52 (groupes g2 et g3) avaient participé aux groupes de stimulations langagières et 109 (groupes g1 et g1') n'y avaient pas participé, car ils ne présentaient pas de difficultés de langage.

Pour les 52 enfants « suivis », 15 ont été perdus de vue, 12 sont encore en CE1 et 25 sont présents en CE2. Ainsi les mesures aux évaluations nationales de CE2 ne sont disponibles que pour la moitié de la population du Nord.

Nous connaissons donc le sort actuel de 37 enfants « suivis ».

Rappelons que ces 37 enfants relevaient, dans la classification initiale, des groupes g2 et g3, pour lesquels était posé un pronostic défavorable en ce qui concerne l'apprentissage de la lecture.

Le simple fait d'être parvenus au CE2 dans les délais normaux constitue donc pour ces enfants et pour leurs enseignants une importante réussite.

Par ailleurs, 25/37 enfants suivis, soit 68%, sont parvenus en CE2 et 73% des enfants dits « fragiles » sont passés dans des délais normaux au cycle III.

A titre indicatif, on peut aussi comparer, pour les écoles concernées par l'action Com'Ens, les pourcentages des enfants qui n'ont pas accédé au CE2 dans les délais normaux : en 2002, ils étaient 22,25 % contre 17,25% en 2005. On constate donc une diminution significative en 2005 du pourcentage d'enfants qui ont été maintenus une année au moins au cycle 2.

Bien sûr, cette différence peut être liée à un changement de politique scolaire. Elle semble d'après les IEN interrogés aussi être un des effets de l'action de stimulation langagière.

#### Résultats

Le taux de réussite en français aux évaluations nationales de CE2 des enfants suivis (g2 et g3) reste inférieur à ceux des enfants des groupes g1 et g1', mais ne présente qu'une différence de l'ordre d'un tiers seulement de l'écart-type national.

En ce qui concerne les compétences attendues en fin CE1, l'écart entre les deux groupes est inférieur à un écart-type local. Autrement dit les enfants suivis semblent avoir accédé de manière plus nette aux compétences « attendues » de fin de CE1, compétences systématiquement abordées lors des groupes de stimulation langagière.

La circonscription de Lille 2-Lomme a fixé le seuil de détention des compétences attendues à 60% pour un bon pronostic d'adaptation au cycle III. Ce seuil, déterminé à la suite d'une analyse des résultats sur plusieurs années, sert à discriminer les enfants qui feront l'objet ou non d'une remédiation (ou PPAP).

80% des enfants des groupes g2 et g3 qui ont bénéficié des groupes de stimulations langagières obtiennent plus de 60% aux « compétences attendues de base » et sont ainsi considérés comme ne devant pas bénéficier de remédiation en Français.

A l'issue de la recherche-action menée initialement, et dans un objectif d'élargissement, l'équipe ARREO a souhaité mettre en place une action de formation de formateurs. Plus particulièrement appelée formation d'équipes ressources, composées de membres de l'éducation nationale et d'orthophonistes de secteur, les partenaires sont d'abord appelés à travailler ensemble dans les classes puis à former les autres professionnels de l'éducation nationale des écoles de leur circonscription.

## **2. EVALUATION QUALITATIVE : COMMENT COM'ENS VIT-IL AU TRAVERS DE SES DIFFERENTS ACTEURS ?**

### **2.1 Motivation et implication des équipes**

Dans toutes les écoles où l'action a été initiée, elle se poursuit et ce malgré des renouvellements d'équipes parfois conséquents et la nécessité de former les nouveaux professionnels arrivants. Cette poursuite se fait :

- Soit dans les mêmes conditions et avec les mêmes moyens.
- Soit avec des moyens moins importants mais dans des conditions similaires : l'orthophoniste qui a participé au lancement de l'action dans une école se rend généralement dans une nouvelle école l'année suivante. Les séances sont donc menées, dans la première école, par deux adultes au lieu de trois mais le contenu et la durée des séances sont identiques.
- Soit avec des moyens moins importants dans des conditions différentes : la répartition des séances peut être différente sur l'année (de janvier à décembre pour que chaque enfant bénéficie de séances en moyenne section et en grande section de maternelle), les temps de synthèse sont parfois réduits mais la durée des séances conservée, parfois aussi les séances de restitution classiques sont supprimées au profit d'un travail d'interaction autour de l'album avec tout le groupe classe.

Dans toutes les écoles impliquées, l'action se poursuit également en grande section de maternelle. La poursuite au CP est moins généralisée en raison du manque de moyens humains, manque qui est déjà ressenti en maternelle. En effet, les équipes du primaire ne travaillent pas en décloisonnement donc rencontrent des difficultés à trouver des encadrants pour le reste du groupe classe pendant les séances.

Dans l'ensemble des circonscriptions concernées par Com'Ens, le projet s'étend à de nouvelles classes et/ou à de nouvelles écoles chaque année. Les rares cas où cela ne se fait pas, le sont en raison d'un projet de départ trop ambitieux avec un grand nombre de groupes de stimulation constitué dès la première année.

Dans les équipes impliquées depuis plus d'une année, on observe des aménagements par rapport au dispositif initial, aménagements qui dénotent d'un intérêt, d'une implication et d'une réflexion des équipes : certains ont élaboré leur propre outil de dépistage, d'autres ont transformé les séances de restitution en séances d'évocation (l'histoire est évoquée sans le

support de l'album pour un travail de mémorisation), d'autres enfin ont créé des fiches de préparation des albums avec des exemples d'activités mais l'objectif initial et les modalités générales sont respectées.

Les équipes ressources qui se constituent la première année changent peu : les professionnels ne souhaitent pas se séparer, ils ont envie de suivre les enfants à long terme, ils ont découvert un travail en équipe qu'ils souhaitent garder, ils expriment un réel souci de continuité du travail au sein d'une équipe stable. Ceux qui sont mutés sont déçus de devoir abandonner le projet.

Les parents apprécient cette stabilité des repères, leurs interlocuteurs restant les mêmes.

Les enfants sont sécurisés et s'épanouissent d'autant plus dans un cadre stable.

On pourrait considérer que cette continuité nuit à l'élargissement de l'action, mais elle en assure le sérieux et l'efficacité.

## 2.2 Témoignages des enseignants

Tous s'accordent pour dire que :

- le travail en partenariat les enrichit : « C'est très enrichissant de travailler ensemble, cela m'apporte beaucoup pour ma propre pratique ». « On se rend finalement compte que c'est possible de travailler ensemble en ayant des points de vue et des axes de travail différents mais en allant tous vers le bénéfice de l'enfant, tout en conservant sa propre spécificité ».
- leur approche de l'album s'est modifiée : en classe, ils ne font plus découvrir de livre en le racontant aux enfants, ils les font participer, utilisent le livre comme support de la prise de parole, créent des activités autour de l'album. « Cela change la façon de raconter une histoire en classe, je ne fais plus comme avant ».  
Certains utilisent désormais plus d'albums, une école révèle même que « le nombre de livres a presque triplé dans toutes les classes ».
- leurs connaissances sur le langage sont meilleures : « avant, on n'entendait que les problèmes de prononciation, on était moins attentif à la syntaxe, à la forme des phrases ». Les enseignants sont de ce fait plus attentifs au langage en général et par leur connaissance des signes d'alerte repèrent mieux les enfants en difficulté.  
Ils disent également se sentir « plus à l'aise au cours des séances classiques de langage » et savoir « comment poser les bonnes questions ». Un médecin scolaire largement impliqué constatait qu'il y avait globalement moins d'incitation à l'orthophonie, mais un meilleur repérage précoce des enfants qui relèvent vraiment de rééducation.
- l'action leur permet de modifier leur approche de la difficulté de langage chez l'enfant : « pour un enseignant, c'est très difficile de ne pas être dans le pédagogique, on a envie de poser des questions et d'obtenir les bonnes réponses ». Avec Com'Ens, on apprend à « être moins exigeant face à un groupe en difficulté », à « accueillir favorablement toute prise de parole » et on sait aussi mieux « comment corriger les erreurs de l'enfant sans le mettre en échec ».

- Com'Ens les réhabilite dans leur capacité à aider les élèves en difficulté : « d'habitude, ces enfants sont pris en charge par quelqu'un d'autre et quittent la classe ». Ils ont le sentiment de pouvoir également les aider, multiplient les occasions de travail individuel avec eux, sont plus attentifs à la recherche d'une aide particulière et sont plus modestes quant à leurs objectifs. « On a une meilleure compréhension des problèmes de ces enfants, une meilleure capacité à y remédier... on est peut-être plus vrais dans la relation avec eux ».

## 2.3 Implication des parents

L'information de l'action aux parents se fait le plus souvent par une réunion en début d'année. Dans certaines écoles des parents d'enfants de grande section de maternelle qui connaissent le projet apportent leur témoignage.

A l'issue du dépistage, des rencontres individuelles avec l'enseignant et l'orthophoniste et/ou l'enseignant spécialisé permettent des indications de prises en charges spécifiques.

L'invitation faite aux parents pour assister aux ateliers reste limitée la première année mais s'étend dès la deuxième année. Plus les écoles sont investies depuis longtemps dans le projet, plus les parents sont impliqués. Ils sont généralement présents entre 1 et 3 séances dans l'année.

Les parents sont ravis de pouvoir « rentrer » dans la classe, d'y voir leur enfant évoluer, ils sont parfois surpris par leurs connaissances, certains demandent ensuite comment ils peuvent lire des histoires à la maison.

Une maman a dit ne jamais parler avec ses enfants en bas âge parce qu'ils ne peuvent pas lui répondre, et qu'elle n'avait jamais pensé à partager une activité avec eux.

D'autres, en rejet par rapport à l'école ou à la lecture, voient là une autre façon d'aborder les livres.

Les réticences des enseignants à faire « entrer » les parents dans leur classe s'estompent vite : « le partenariat avec les parents déculpabilise tout le monde : la parole est transparente, professionnelle, franche, on rencontre beaucoup moins de problèmes pour parler des difficultés des enfants dans ce contexte », « la présence des parents donne de la valeur à notre travail. Les enfants voient que leurs parents manifestent un intérêt pour l'école et cela les valorise dans leur statut d'élève ». Tous s'accordent finalement pour dire que le projet renforce le lien école-famille.

Certaines circonscriptions envisagent même d'impliquer davantage les parents pour qu'ils deviennent le 3<sup>ème</sup> adulte qui leur fait souvent défaut.

Et puis « les enfants sont tellement fiers que leurs parents soient là ! ».

Finalement, Com'Ens, « C'est un dispositif nécessaire et très positif » et « tous ces échanges entre enseignant, membre du RASED, orthophoniste et parents, c'est vraiment cela le 'plus' du projet ».

L'action recueille donc l'adhésion de tous les partenaires (éducation nationale, parents, orthophonistes) et prend une importance indéniable sur le département du Nord. Les évaluations subjectives sont extrêmement positives. Nous voulons maintenant nous donner les moyens d'une évaluation objective qui nécessite divers outils dont une grille d'évaluation commune à tous les partenaires et une base de données nous permettant de recenser et de suivre les enfants concernés par cette action.

### **3. ECLA : EVALUATION DES COMPETENCES LANGAGIERES DES ENFANTS DE MOYENNE ET DE GRANDE SECTION DE MATERNELLE (3 ANS 6 MOIS – 6 ANS 6 MOIS)**

#### **3.1 Modalités actuelles de repérage**

Les modes de repérage puis de dépistage des enfants « fragiles » ou présentant un trouble avéré sont, depuis les débuts de l'action Com'Ens, hétérogènes selon les circonscriptions. Ils sont en effet réalisés :

- par l'enseignant de classe et/ou l'enseignant spécialisé et/ou une orthophoniste
- à l'aide d'une simple observation avec ou sans prise de notes
- à l'aide de la grille d'observation proposée lors de la formation, que certaines circonscriptions remanient
- autour d'activités variées : lecture d'albums, diapositives, activité de langage
- en petit groupe, au sein de tout le groupe classe

Les enseignants sont souvent focalisés sur l'articulation dont ils repèrent les troubles en premier et ils ont encore parfois des difficultés à les ignorer pour se concentrer sur le lexique et la syntaxe.

#### **3.2 Modalités actuelles de dépistage**

Après ce repérage, les modes de dépistage sont eux-aussi variés :

- dans certaines classes, peu nombreuses, aucun test n'est pratiqué, faute d'orthophoniste.
- la majorité utilise le PER 2000, proposé par l'orthophoniste voire par l'enseignant spécialisé
- d'autres utilisent des outils variés, proposés par l'orthophoniste, l'enseignant spécialisé ou le médecin scolaire

Quant le dépistage est réalisé par l'orthophoniste, son organisation est parfois compliquée. Il faut faire coïncider le planning souvent chargé de l'orthophoniste avec les jours et heures de présence des enfants à tester.

### 3.3 Demande des partenaires

Tous les enseignants s'accordent pour dire qu'il leur manque un outil de dépistage des difficultés langagières pour :

- repérer les enfants qui pourraient bénéficier de l'action Com'Ens, outil qui donnerait des indications sur le lexique, la morphosyntaxe et les aspects de la pragmatique.
- pour être utilisé auprès de l'ensemble des enfants concernés par l'action, c'est-à-dire du début de la moyenne section à la fin de la grande section de maternelle, de 3 ans 6 mois à 6 ans 6 mois.

En effet, le DPL3, largement reconnu dans toutes les écoles du Nord, ne concerne pas les tranches d'âge concernées. De même le PER 2000, majoritairement utilisé dans le cadre de Com'Ens, couvre la tranche d'âge 3 ans 6 mois à 5 ans 6 mois, ce qui ne convient pas en fin de GSM où certains enfants ont déjà 6 ans voire plus. De plus, il a été créé pour des orthophonistes.

Les enseignants souhaitent également tous un outil qui leur soit destiné et qui leur permette de différencier seuls les enfants ressortant d'un suivi de ceux n'en nécessitant pas. Actuellement tributaires des orthophonistes, nous avons vu qu'en cas d'absence de celles-ci, le repérage et le dépistage se faisaient sans tests étalonnés, ce qui les rend nécessairement moins fiables et moins précis.

Créer un outil de dépistage qui serait utilisable par n'importe quel professionnel impliqué dans l'action, qui contiendrait des épreuves tenant compte plus précisément de l'âge des enfants de la spécificité de Com'Ens et qui offrirait des résultats exploitables par tous est donc une demande importante de la part des équipes.

### 3.4 Présentation générale

ECLA est un outil de d'évaluation des compétences langagières des enfants de moyenne et de grande section de maternelle (de 3 ans 6 mois à 6 ans 6 mois), ciblant l'action Com'Ens.

Il se compose de trois grands domaines :

- la communication
- l'expression orale
- la compréhension orale

#### Communication

Cette première partie se présente sous la forme d'une grille à remplir selon desvaluateurs. Elle comporte tous les domaines de la pragmatique qu'il nous est paru nécessaire d'évaluer dans le cadre de notre action. Elle est nécessairement remplie par l'enseignant de classe, après un minimum d'un mois d'observation de l'enfant.

Elle se présente comme suit :

L'enfant : jamais toujours


s' exprime avec l'adulte  
s' exprime avec ses pairs  
s' exprime en grand groupe  
s' exprime en petit groupe  
s' exprime avec ses parents

L'enfant : jamais toujours


engage la communication spontanément  
reste dans le sujet abordé  
respecte le tour de parole

L'enfant : jamais toujours


manifeste si besoin son incompréhension  
réclame de l'aide si besoin  
utilise le pronom « je »

L'enfant : jamais toujours


écoute les interventions de l'enseignant  
écoute les histoires lues en classe  
écoute les interventions des autres enfants

### Expression orale

Cette deuxième partie évalue le niveau d'expression orale de l'enfant à travers un récit. Une histoire en images, sur le thème d'un goûter d'anniversaire à l'école, sert de support au récit de l'enfant. Nous avons volontairement choisi un thème familier aux enfants et aux utilisateurs de la grille.

Le discours de l'enfant est analysé selon une classification à la fois la plus simple et la plus complète possible. Elle permettra, comme le PER 2000, d'analyser le type de phrases utilisées par l'enfant et donc de se fixer des objectifs clairs et des pistes de travail.

Les types d'énoncés sont les suivants :

- énoncés non acceptables (incompréhensibles) comme « *lance canard loup ballon* ».
- phrases simples comme « *Le chat mange* », « *Ya un chat* ».
- phrases avec expansion comme « *La souris est contente* », « *Il mange beaucoup* ».
- phrases avec expansion introduite par une préposition comme « *Il monte sur le toboggan* », « *Elle donne du gâteau à la souris* ».
- phrases complexes comme « *Ya une souris qui saute dans une flaqué d'eau* ».

## Compréhension

Il s'agit dans cette dernière partie d'évaluer la compréhension orale à travers la réalisation de consignes données par l'examineur. Afin de créer une continuité dans l'épreuve, nous avons repris le décor et les personnages de l'histoire en images. Nous proposons à l'enfant de manipuler en respectant les consignes qui lui sont données. Cette partie est donc très ludique et plaît beaucoup aux enfants comme aux grands.

Les consignes proposées sont de trois types :

- des consignes simples  
*Ex : Mets la maîtresse dans la cour. Le lapin fait un bisou au chat.*
- des consignes successives  
*Ex : Fais courir la souris puis donne-lui à manger. Le canard est monté sur le toboggan, le loup le pousse.*
- des consignes complexes  
*Ex : Le loup qui court après le lapin est attrapé par la souris. La maîtresse va chercher le canard pour le mettre à côté de la table.*

### **3.5 Etalonnage**

En mai 2007, un pré-étalonnage sera effectué sur une population de 140 enfants, répartis également en terme de sexe, d'âge et de niveau scolaire, afin de procéder à la validation interne de l'outil.

Un bilan orthophonique est parallèlement réalisé, afin de procéder à sa validation externe.

A l'issue de ce pré-étalonnage, l'outil sera remanié pour aboutir à sa version définitive qui sera étalonnée sur une population de 600 enfants.

## **4. PROJET BASE DE DONNEES COM'ENS**

### **4.1 Objectifs de la constitution de la base**

On souhaite essentiellement suivre l'évolution des données concernant les enfants suivis par Com'Ens, dans le but de mesurer l'effet de ce suivi sur l'apprentissage du langage oral puis de l'écrit. Nous devons pouvoir en rendre compte de manière objective, dans une triple perspective pédagogique (lien avec le travail de l'école), scientifique (recherche et validation/amélioration des outils) et institutionnelle (comptes à rendre aux décideurs et collecte de financements).

Secondairement, on souhaiterait effectuer des comparaisons avec des enfants non suivis.

D'un point de vue temporel, les données sont destinées à permettre des études ponctuelles, mais aussi des prises d'information régulières du type tableau de bord. Des extractions de panels structurés en vue d'études conjoncturelles plus fines sont également souhaitées.

## 4.2 Contenu de la base de données

La base contient des informations individuelles concernant des enfants scolarisés en maternelle puis en primaire dans la vingtaine de circonscriptions concernées. Ces informations codent :

- des indications descriptives : sexe, date de naissance, éléments socioculturels relatifs à la famille
- des événements scolaires généraux : présence dans telle classe de telle école telle année
- des indications spécifiques aux enfants suivis par Com'Ens : périodicité et assiduité aux séances de remédiation
- des mesures au moyen d'instruments orthophoniques appropriés, à diverses époques : DPL3 en petite section de maternelle, ECLA en construction en début de moyenne section et en fin de grande section de maternelle.
- des mesures issues des tests scolaires nationaux en CE1
- des éléments de service et de sécurité : identification des acteurs qui apportent des modifications au dossier, etc.

On note que l'équivalent conceptuel de la donnée individuelle de base est un dossier individuel *évolutif*, qui va d'ailleurs exister parallèlement sous la forme matérielle d'un dossier cartonné individuel contenant des documents correspondant aux événements et aux mesures.

On note également que le contenu final du dossier n'est pas déterminé a priori, et que de nouvelles mesures peuvent être introduites par la suite. En d'autres termes, non seulement le contenu de chaque dossier est par nature évolutif avec le temps, mais la structure même des dossiers est susceptible d'évolutions. Cette double évolutivité réclame une conception particulièrement flexible de la database.

## 4.3 Cycle de vie de la base de données

Quoique le propos initial sur la BDCom'Ens fasse apparaître un cycle envisagé pour une seule cohorte de la Petite Section au CE1 (cinq années en tout, environ 4 ans d'intervalle entre les mesures extrêmes), ce cycle devant faire l'objet d'une demande spécifique de financement, il apparaît très rapidement qu'il serait dommage de mettre au rebut une telle architecture organisationnelle après un seul cycle pour une seule cohorte, et que, sans préjuger d'éventuels financements de fonctionnement par la suite, la durée de la base doit *a priori* être considérée comme *indéfinie*, la fenêtre active de cohorte devenant susceptible de glisser d'année en année (voir plus loin les terminologies base active / base archive).

## 4.4 Personnel impliqué dans la collecte, la gestion et le traitement des données

Ces tâches critiques doivent être accomplies par du personnel qualifié, non pas à cause de leur complexité (les interfaces peuvent être simplifiées autant que nécessaire) mais à cause du besoin de fiabilité. Or l'opération BDCom'Ens n'est pas autonome en matière de personnel (il ne sera pas embauché de personnel spécifique) : il faut donc identifier clairement les personnels qualifiés qui assumeront les différentes fonctions.

Dans les écoles, il semblerait que les RASED correspondent le mieux au profil ; dans les circonscriptions, c'est un travail qui relève du Conseiller Pédagogique. Au niveau de l'ARREO, cela relève de la personne responsable de l'organisation de Com'Ens. Ceci pour la collecte et la gestion des données.

Pour ce qui est du traitement, des moyens locaux d'analyse (tableau de bord) doivent être mis à disposition des IEN et des CP, et les moyens complets et extensibles d'analyse statistique doivent être proposés aux chercheurs de l'ARREO.

L'inspecteur d'académie du Nord, Monsieur SOUSSAN, a été consulté et a donné son accord de principe sur la constitution de cette base de données. Il souhaite néanmoins recueillir l'avis de son conseiller juridique, en particulier sur la nécessité d'une déclaration à la CNI et sur la localisation physique de la base (ARREO, IA...), l'objectif essentiel étant bien évidemment de préserver l'anonymat et la liberté individuelle de chaque enfant concerné.